

Le retour des grandes lubies économiques

Posté le : 9 juin 2023 19:42 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Monnaies et changes, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Le langage magique a encore de grands jours devant lui. La capacité de certaines officines au service soit de pouvoirs extérieurs soit d'idéologies délirantes, à propager des idées fausses gagées sur de fausses autorités ou celle d'officiels soucieux de leur carrière est tout à fait remarquable et par leur durée, parfois des décennies et par leur impossibilité à accepter tout débat. Cette propension invincible à ceci de désagréable que ces sottises interdisent d'établir les bons diagnostics et les mesures salutaires.

Une des raisons pour laquelle notre petit club d'économistes s'est formé à la fin des années 1990 était de lutter contre le projet de taxe Tobin. Non pas que Tobin fût, pour nous, une personnalité problématique. Bien au contraire, c'était un analyste monétaire très fin, dont les analyses ont été évacuées et trahies pour ne garder que l'idée de la taxe. Il l'a lui-même affirmé !

Nous avons commencé à expliquer dès la fin du siècle dernier la réalité de la réflexion de Tobin : les changes flottants sont une catastrophe. Pour éviter le pire, si on ne revient pas sur cette organisation désastreuse, il faut domestiquer les flux financiers à court terme par une taxe terrible qui les étouffe.

À chaque crise financière, on a vu ressortir la taxe Tobin des placards.

En 2009 après que les méfaits du système des changes flottants eurent créé une nouvelle « crise pire que celle de 1929 », Sarkozy avait fait le malin, déjà avec Stiglitz comme conseiller, en parlant de taxe Tobin. On a vu la suite... Rien !

Nous avons alors précisé la position unanime de notre cercle :

<http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2009/12/19/Taxe-Tobin--la-position-du-Cercle-des-conomistes-etoile>

Cela fait 26 ans qu'en dépit de toutes les preuves, de toutes les conséquences connues des erreurs systémiques imposées par les Américains et les Allemands en 1971, les économistes dans la mouvance des Américains et des cercles associatifs autour de l'ONU refusent de débattre du vrai problème pour promouvoir des expédients détournés du rôle qui leur était assigné par leur promoteur. Il est vrai que doter des organismes mondialisés de ressources indépendantes des nations, sinon pour la collecte des fonds, on comprend que cela aiguise les appétits. On constate le même phénomène à l'échelon des instances communautaires européennes. Obtenir des ressources propres distribuées à des associations avec lesquelles on a des relations très étroites, avec des jeux de chaises musicales entre dirigeants d'ONG et postes politiques, c'est le pied !

On notera dans les Échos du 6 juin 2023 l'article : « Le capitalisme de papier va-t-il partir en fumée ? » rédigé par un des éditorialistes du journal. Très justement, il fait droit à ce constat élémentaire : les émissions de monnaies banques centrales et de monnaies bancaires ont fait grimper les valeurs nominales des actifs (immobiliers et financiers) plus vite que le PIB. Il explique que ce mouvement s'est beaucoup accéléré dans les 20 dernières années. Parfait ! Mais pour la cause exacte, vous repasserez un jour quand on aura le temps d'y réfléchir. Les trois crises financières de 1997 à 2003 et les deux crises financières mondiales de 2008 et européennes de 2011 ont conduit à

la fois à des récessions sévères et à des inondations de monnaie prodigieuses. Elles s'ajoutaient à la crise de 73, puis celle du début des années quatre-vingt puis celles de 92-93, toujours noyées sous la création de monnaies banques centrale. La même cinématique s'est répétée pendant 50 ans, sans qu'on y touche. Pourquoi ces inondations n'ont-elles pas créé d'inflation après la purge américaine du début des années 1980 ? L'arrivée de la Chine et l'ouverture mondiale à la concurrence ont évité toute inflation dans les biens de consommation courante. Pas d'inflation possible pour les prix à la consommation. L'argent est donc parti dans la survalorisation des actifs et évidemment de façon accélérée du fait de la montée de la Chine dans les échanges et de la gravité des dernières récessions.

La vérité est encore pire que cela : si au lieu de valoriser les actifs en utilisant les monnaies, on prenait un indice de valeurs de références (un panier de valeurs comportant des matériaux rares, l'immobilier de luxe et le pétrole, par exemple), il deviendrait évident que les salaires ont stagné voire baissé, mais pas le pouvoir d'achat du fait de la baisse des prix (en valeur de référence) encore plus rapide. En revanche les biens réels se sont réévalués mais, en valeurs de référence, très peu.

Le système a étrillé la classe moyenne dans les pays occidentaux sans véritablement enrichir les propriétaires (ils ont toujours le même bien).

Lorsqu'on inverse la grille de référence au lieu de se concentrer sur le bas de l'échelle, bien qu'elle se manifeste de façon tonitruante dans la rue, on fait une fixette sur la valeur patrimoniale et on dit des sottises. « Un logement qui doublé de prix n'engendre pas une production deux fois plus grande » ; Une entreprise deux fois plus chère en bourse n'est pas deux fois plus efficace ». Et alors ? N'importe quel bien qui coûte deux fois plus cher du fait de l'inflation n'apporte pas deux fois plus de satisfaction ! Ces truismes n'ont pas de sens. Nous n'avons pas un « patrimoine de papier », formule simpliste et trompeuse. Nous avons eu une inflation concentrée sur les biens durables, les prix à la consommation étant tenus en respect par le transfert de l'industrie mondiale à la Chine et aux pays pauvres. Du jour où, du fait du Covid, l'inflation des moyens de paiement a porté sur le maintien du revenu sans production en contrepartie, alors que les réseaux de transport étaient partiellement arrêtés, une inflation générale s'est produite, avec une baisse immédiate et visible du niveau de vie.

Les « experts » du McKinsey Global Institute, cités dans l'article des Échos, n'ont absolument jamais voulu se pencher sur les méfaits des changes flottants et ont constamment promu la mondialisation et le transfert à la Chine de l'industrie (des autres pays et partiellement des États-Unis), tout en acceptant que l'on abuse du dollar roi. Les solutions proposées excluent toujours de réformer les changes flottants. Résultat : des scénarios qui n'ont pas de sens et qui s'apparentent à du verbiage, un peu façon ChatGPT.

L'amusant est que l'article mitoyen titre : « Pas de transition climatique sans capital ». Alors : il faut plus de capitalisme de papier ? Tout cela est profondément affligeant.

Le pire reste l'éditorial de David Barroux : « Immobilier, vive la crise » bien que la construction neuve s'effondre (dans l'immobilier une baisse de 10 % est un retournement, de 20 % et une récession, de 30 % un effondrement). Pendant ce temps-là Mme Hidalgo propose un PLU basé sur l'arrêt de la construction et la conversion des bureaux en logements, la hausse de la taxe foncière, le blocage des loyers, la hausse des « frais de notaire », et la préemption systématique des logements mis en vente. Et la législation « climatique » conduit à envisager des dépenses démentes (parfois près de 10 fois les dépenses courantes). Rappelons que les logements ont été maintenus dans l'ISF et que les loyers sont intégrés plein pot dans le revenu imposable. L'occasion de rappeler que l'État s'est gavé sur la hausse de l'immobilier et que le pouvoir d'achat des propriétaires a baissé à proportion de la hausse des impôts et des taxes. Quant à celui des locataires, on verra quand ils pourront se loger.

On voit que ce n'est pas la mondialisation financière qui pose un problème aujourd'hui mais la gourmandise et le goût bureaucratique de l'état et des autorités locales. Cela s'appelle ruiner les locataires et les bailleurs ! Les Vivats sont de trop.

Quant aux taux d'intérêt, leur hausse soudaine à contretemps provoquant l'arrêt des prêts immobiliers et de gros s ressacs bancaires, ils sont la preuve de l'impasse où sont les banques centrales qui dans un système de changes flottants étaient censées réguler les marchés financiers. Elles ne peuvent pas à la fois gérer la guerre en Ukraine, la crise climatique, les récessions liées aux changes flottants et les conséquences d'une gestion folle du Covid.

L'économie mondiale ne peut fonctionner correctement si les échanges sont totalement déséquilibrés avec des excédents et des déficits monstrueux. La première conséquence est la disparition de l'investissement au profit de la spéculation : les pays en excédent sont compétitifs ils n'ont pas besoin d'investir dans la production. Les pays en déficits empruntent pour financer leurs déficits et n'investissent pas puisqu'ils sont en manque de compétitivité. Le sous-investissement devient permanent. L'argent va dans les bourses et l'immobilier et pas dans les prix puisqu'ils sont capés par les bas coûts de la Chine. **On parle de sous productivité, au lieu de sous-investissement**, éludant la cause pour faire le constat de l'effet. Au bout de quelques années une récession vient nettoyer les positions intenable. On appelle les banques centrales qui assument la perte pour les autres et on recommence. Ce système ne marche pas et ne peut pas marcher correctement.

La demande globale est d'abord de la responsabilité des États ainsi que l'évitement et la correction des récessions. Il n'y a eu aucune récession de 1948 à 1972. Seulement des ralentissements. Avec le plein-emploi et un enrichissement permanent des populations.

Nous avons dit qu'on entrerait à partir de 2018-2019 dans le risque d'une récession de moyenne importance. L'arrosage inouï fait pour lutter contre le Covid a supprimé ce risque, ce qui nous a fait écrire qu'il n'y aurait pas de récession en France en 2022 contre l'avis quasi général. Je ne crois pas qu'il y aura un collapsus à court terme, sauf événements imprévisibles sur le front Ukrainien. Tout le monde est gorgé de liquidité et les exportations chinoises ont repris et pèsent à nouveau sur les prix.

En revanche des circonstances locales peuvent provoquer des incertitudes graves et des situations de blocage avec des retournements conjoncturels. Les banques finançant à tombeau ouvert les sociétés numériques ont pris un coup de chaud. La méfiance des actionnaires et déposants du Golfe a eu la peau de Crédit Suisse. Les banques centrales ont déstabilisé l'industrie bancaire et le crédit, au risque de créer une récession ici ou là après avoir financé pendant deux ans des salariés qui ne produisaient pas !

Il n'y a plus de logique économique et aucune raison de se réjouir : la sottise est à la fois du côté d'Attac et des Échos. En même temps ! On peut tout de même s'inquiéter un peu !

Quand on lit que les écologistes femmes expliquent qu'il ne faut pas faire d'enfants pour sauver la terre, que des journaux économiques « informés » se réjouissent de la crise immobilière, que des bavards de TNT expliquent que ChatGPT va interdire tout emploi et qu'il faut passer aux 32 heures et peut-être 28, pour partager le travail qui restera, que les politiques indiquent qu'on va pouvoir « réindustrialiser » en créant du pouvoir d'achat, alors que l'effet sur les prix sera certains, et que les éoliennes sont la solution pour fournir de l'électricité sans dire ce qu'on fait pendant les phases d'intermittence, on reste interloqué. Il faut avaler que pour éliminer toute empreinte carbone en 2050, il suffira d'aligner 60 milliards d'euros par an soit au total 1 400 milliards, alors que changer totalement le parc automobile coûtera automatiquement plus de 2 mille milliards et qu'il faudra financer le reste, oui, quand on lit tout cela on peut dire que les lubies monstrueuses de bêtise satisfaite sont en pleine forme et qu'on ne risque pas de les voir disparaître à court terme.

Revenons à la taxe Tobin et notons qu'elle revient à chaque crise du système : 1 973-4, 1 993-4, 2 003-4, 2 013-4, 2 023-4. Surtout ne pas revenir sur les changes flottants ! La taxe reste un cache-misère intellectuel façon string qui laisse voir des zones intellectuelles franchement peu appétissantes au milieu des tatouages idéologiques.

Quand on voit les éditorialistes des Échos boire la même eau que Attac, il faut s'inquiéter des effets durables du marasme de la réflexion économique de base, sous la pression de ceux qui croient y avoir intérêt.

Amis économistes, posez-vous cinq minutes, oubliez votre carrière cinq secondes, respirez un bon coup et observez sans œillères la réalité. Et arrêter de cautionner n'importe quoi ! C'est ici et maintenant qu'il faut réformer le système monétaire international, sans attendre que cela tourne au pire à nouveau.

Didier Dufau

Pour le cercle des économistes e-toile.